

Le Colloque “Stratégies énergétiques” au Sénat

(8 au 10 avril 1994)

La politique de l'énergie en France puise ses racines dans des traumatismes anciens qui seuls peuvent expliquer les tensions que ce sujet entraîne.

Le premier découle de la défaite de juin 1940. La France s'y révèle un pays sans véritable dynamisme industriel et aux élites divisées. Les dirigeants de l'après-guerre n'auront de cesse de faire impulser par l'Etat une politique industrielle forte notamment dans le domaine de l'énergie. Ce choix extrême de cohérence a conduit à placer ce secteur entre les mains d'un petit nombre de techniciens. Il en résultera un développement volontariste de la production énergétique par les entreprises nationalisées. D'où également une méfiance envers tout discours perçu comme démobilisateur, qu'il s'agisse de la critique du choix nucléaire, de la promotion des économies d'énergie ou de l'attente d'une plus grande décentralisation. Il s'en est suivi un incroyable déficit démocratique puisqu'en vingt ans aucun débat ouvert impliquant l'opinion publique et les élus nationaux et régionaux n'a réussi à s'instaurer.

Mais décrire le traumatisme est déjà le début de la guérison. Le débat national sur l'énergie lancé par le gouvernement, en dehors de toute crise (tension sur le marché pétrolier ou décision majeure en matière nucléaire), permet un débat serein. Faire l'état des positions en présence est la tâche essentielle dont est chargé Jean-Pierre Souviron par le gouvernement. De plus, un effort de prospective est indispensable pour identifier les contraintes à venir, les choix possibles, les marges de manoeuvre.

C'est dans ce cadre qu'a été organisé un débat au Sénat les 8, 9 et 10 avril dernier. Il a été organisé à l'initiative d'associations (Amis de la Terre, CEDI, CRID, Equipe Cousteau, France Nature Environnement, Global Chance, GSIEN, Greenpeace, Wise,...) et

pris en charge par l'INESTENE avec le soutien du German Marshall Fund des Etats-Unis, de Greenpeace et de la Commission Européenne.

Il a permis de confronter les points de vue des associations et des responsables ministériels de la politique énergétique. Pourtant, preuve que même la sagesse sénatoriale ne suffit pas encore pour réunir toutes les parties, EDF a refusé de participer, malgré de multiples sollicitations.

Parmi les apports nouveaux de ce colloque (cf. programme dans le numéro 3 des Cahiers de Global Chance) :

- la présentation des systèmes énergétiques danois et californiens en matière d'économie d'énergie, de mobilisation des acteurs, de régulation du secteur électrique,... ;
- l'indispensable mutation du secteur transport (tarification, réglementation, priorités d'investissement) présentée par Yves Martin, Président du Comité interministérielle sur l'effet de serre ;
- un retour sur les potentiels non négligeables des renouvelables ;
- la présentation des scénarios "Détente" par l'Inestene (voir Global Chance n°3) ;
- et l'analyse des coûts du nucléaire et des possibilités de maîtrise des consommations d'électricité par Florentin Krause, chercheur au Lawrence Berkeley Laboratory.

Les actes du colloque seront diffusés fin juin.

Pierre Radanne

En écho à ce colloque, nous présentons dans ce numéro la contribution d'Yves Martin sur les transports, une étude de Carine Barbier et Pierre Radanne sur la bois-énergie et un texte de Florentin Krause sur la réduction au moindre coût des émissions de carbone.

G.C.